

ARTICLE 23 - Le Conseil National Élargi

Le Conseil National Élargi est composé des membres du Conseil d’Administration (Bureau Politique), du Conseil National, des Secrétaires départementaux et régionaux, des parlementaires nationaux et européens, des conseillers départementaux et régionaux et des maires. Les membres du Conseil National Élargi doivent être adhérents du Front National ou élus apparentés.

Le Conseil National Élargi se réunit sur convocation du Conseil d’Administration ou de son Président. Il débat de la vie interne de l’Association.

Article 24 - Le Conseil des Élus Locaux

Le Conseil des Élus Locaux comprend les conseillers municipaux et communautaires, les maires et les conseillers départementaux et régionaux. Ses modalités de fonctionnement et de représentation sont définies par le Règlement Intérieur.

ARTICLE 25 – Les Assemblées Générales (Congrès)

Les Assemblées Générales ou Congrès représentent l’Association et ses décisions, prises régulièrement, obligent les absents.

ARTICLE 26 - Convocation des Assemblées

Les Assemblées peuvent être tenues ordinairement ou extraordinairement. Elles sont présidées ainsi qu’il est dit à l’article 17.

L’Assemblée ordinaire a lieu en principe une fois tous les trois ans.

L’Assemblée peut être convoquée extraordinairement, en cas de circonstance exceptionnelle, par le Président, soit de son propre chef, soit sur demande écrite d’un cinquième au moins des membres inscrits déposée au Secrétariat. En ce dernier cas, la réunion doit avoir lieu dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande au Secrétariat.

Pour toutes les Assemblées, la convocation peut être faite sur convocation individuelle du Président, individuellement ou par voie de presse ou par voie électronique, au moins quinze jours à l’avance. Elle doit porter indication de l’ordre du jour.

En cas d’urgence, le délai de convocation peut être réduit à huit jours francs.

ARTICLE 27 - Ordre du jour des Assemblées

L’ordre du jour est fixé par le Conseil d’Administration. Toute proposition portant la signature de mille membres à jour de cotisation représentant au moins dix fédérations et déposée au Secrétariat au moins un mois avant la réunion du Conseil d’Administration fixant l’ordre du jour, pourra être soumise à l’Assemblée.

ARTICLE 28 - Travaux de l’Assemblée Générale ordinaire

L’Assemblée ordinaire entend le rapport moral du Président. Elle reçoit éventuellement le compte rendu des travaux d’autres membres du Bureau et le rapport du Trésorier. Elle statue sur leur approbation.

Elle statue souverainement sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l’Association, donne toutes autorisations au Conseil d’Administration, au Président et au Trésorier, pour effectuer toutes opérations rentrant dans l’objet de l’Association et non contraires aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, pour lesquelles les pouvoirs conférés par les présents statuts au Conseil d’Administration, au Président et au Trésorier ne seraient pas suffisants.

ARTICLE 29 - Assemblée Générale extraordinaire

L’Assemblée Générale extraordinaire statue toutes les questions urgentes qui lui sont soumises. Elle seule peut apporter toutes les modifications aux statuts, ordonner la prorogation, ou la dissolution de l’Association, ou sa fusion avec toutes autres Associations poursuivant un but analogue, ou son affiliation à toute union d’Associations.

ARTICLE 30 – Délibérations des Assemblées

Toutes les délibérations des Assemblées sont prises à la majorité des membres présents ou votant par correspondance.

Les délibérations des Assemblées sont consignées par le Secrétaire sur un registre et signées par les membres du Conseil d’Administration présents à la délibération. Ces procès-verbaux constatent le nombre de membres présents aux Assemblées.

Les délibérations du Conseil d’Administration sont consignées par le Secrétaire sur un registre et signées par lui et par le Président. Le Secrétaire peut en délivrer des copies qu’il certifie conformes.

Les comptes rendus des Assemblées, comprenant les rapports du Secrétaire et du Trésorier, sont envoyés à tous les membres du Conseil National.

ARTICLE 31 - Dissolution de l’Association

En cas de dissolution volontaire ou forcée, l’Assemblée Générale extraordinaire ou, à défaut, le Conseil d’Administration statue sur la dévolution du patrimoine de l’Association, sans pouvoir attribuer aux membres de l’Association autre chose que leurs apports.

L’Assemblée Générale extraordinaire ou le Conseil d’Administration désigne les établissements publics ou les établissements privés qui recevront le reliquat de l’actif, après paiement de toutes dettes et charges de l’Association et de tous les frais de liquidation. Un ou plusieurs membres de l’Association seront investis à cet effet de tous les pouvoirs nécessaires.

ARTICLE 31 - Règlement Intérieur de l’Association

Un Règlement Intérieur, établi par le Conseil d’Administration et pouvant toujours être modifié par lui, détermine les conditions de fonctionnement interne de l’Association.

Seul le Règlement déterminera les conditions de détail propres à assurer l’exécution des présents statuts, ou les modalités d’accomplissement des opérations constituant l’objet de l’Association.

ARTICLE 33 - Formalités légales

Le Président, au nom du Conseil d’Administration, est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration, publication, réclamation du récépissé, prescrites par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, formalités relatives tant à la création de l’Association qu’aux modifications qui y seraient régulièrement apportées.

Nota : les portions de texte imprimées en rouge indiquent au lecteur les principales modifications apportées au texte originel.



PROJET DES STATUTS SOU MIS À L’APPROBATION DES ADHÉRENTS

PROJET APPROUVÉ PAR LE BUREAU POLITIQUE LORS DE SA RÉUNION DU 12 JUIN 2015

Les statuts actuellement en vigueur sont consultables sur internet : www.frontnational.com/pdf/statuts.pdf

ARTICLE 1^{er}

Il est formé entre les soussignés et toutes les autres personnes adhérant aux présents statuts, une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, les lois subséquentes et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination - Symbole

L’Association prend la dénomination suivante : « Front National », ayant pour sigle et abréviation : « F.N. », et pour symbole une flamme tricolore.

ARTICLE 3 - Objet

Le Front National est une formation politique qui concourt à l’expression du suffrage dans le cadre des institutions de la République et du pluralisme démocratique. Attaché à l’égalité devant la loi de tous les citoyens français sans distinction d’origine, de race ou de religion, le Front National défend la souveraineté nationale et l’indépendance de la nation.

Attaché à la liberté d’expression et d’opinion, le Front National est favorable au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

ARTICLE 4 - Sièg

Le siège de l’Association est à Nanterre (Hauts-de-Seine), 78 rue des Suisses. Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d’Administration (Bureau Politique).

ARTICLE 5 - Duré

La durée de l’Association est illimitée.

ARTICLE 6 - Qualité de membre

Sont membres de l’Association toutes personnes physiques, groupements ou partis politiques intéressés à la réalisation des buts de l’Association qui adhèrent aux présents statuts, sont agréés par le Conseil d’Administration et versent une cotisation dont le montant est fixé chaque année par ce dernier.

Les différentes catégories d’adhésions et les conditions de leur versement par les membres de l’Association sont déterminées par le Règlement Intérieur de l’Association.

Le Conseil d’Administration (Bureau Politique), son Bureau (Bureau Exécutif) ou son Président statue souverainement sur toutes les demandes d’adhésion. Dans le cas de refus d’une demande, leur décision n’est pas nécessairement motivée et elle est sans appel.

L’adhésion au Front National n’est compatible avec aucune appartenance à un autre parti ou groupement politique de droit ou de fait quel qu’il soit, sauf autorisation expresse du Conseil d’Administration.

ARTICLE 7 - Front National de la Jeunesse

Le Front National de la Jeunesse (FNJ) fait partie intégrante de l’Association. Son organisation est définie par le Règlement Intérieur de l’Association.

ARTICLE 8 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l’Association se perd :

- Par décès ;
- Par la démission ;
- Par l’adhésion à un autre parti **ou groupement politique de droit ou de fait** ;
- Par une candidature concurrente ou le soutien à une candidature concurrente de celle présentée ou soutenue par le Front National** ;
- Par la condamnation à une peine afflictive ou infamante pour des faits contraires à l’honneur ou à la probité ;
- Pour défaut de paiement de la cotisation pendant plus de douze mois révolus ;
- Par exclusion pour motif grave prononcée par le Conseil d’Administration, par son Bureau ou par le Président de l’Association, le membre intéressé ayant été appelé auparavant à fournir toutes explications, soit devant la **Commission des Conflits** si celle-ci a été

saisie, soit devant le Président ou le(s) membre(s) du Conseil d’Administration ou du Bureau mandatés à cet effet par le Président. **L’intéressé peut être suspendu à titre conservatoire dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur.**

Les décisions du Conseil d’Administration, du Bureau ou du Président en matière disciplinaire sont sans appel **et, de convention expresse, ne peuvent donner lieu à aucune action judiciaire quelconque sur les biens de l’Association.**

ARTICLE 9 - Patrimoine

Le patrimoine de l’Association répond seul des engagements contractés par elle, sans qu’aucun des membres de cette Association, même ceux qui participent à son administration puissent en être tenus personnellement.

ARTICLE 10 - Organes directeurs

Les organes directeurs de l’Association sont :

- Le Président de l’Association ;
- Le Bureau Exécutif, faisant office de Bureau du Conseil d’Administration ;
- Le Bureau Politique, faisant office de Conseil d’Administration ;
- **Le Conseil National** ;
- Le Congrès National, faisant office d’Assemblée Générale, tant ordinaire qu’extraordinaire.

Le **Conseil National** se compose au plus de cent membres élus à la majorité des voix par l’Assemblée Générale et de vingt membres nommés par le Président. Il désigne les membres du Conseil d’Administration sur proposition du Président. En cas d’exclusion, de démission ou de décès de membres du **Conseil National**, le Président peut nommer provisoirement les membres complémentaires dont les fonctions expireront lors du prochain renouvellement du Conseil National. Tout membre du **Conseil National** qui, sans excuse valable, n’aura pas assisté à trois réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire par le Conseil d’Administration.

Les candidats à la présidence de l’Association sont membres de droit du **Conseil National pour la durée de la mandature.**

Les membres du **Conseil National** peuvent se faire représenter par un autre membre de ce **Conseil**. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Convoqué par le Président au moins une fois par an, le **Conseil National débat des orientations politiques de l’Association** et émet des avis qu’il transmet au Conseil d’Administration. **À chaque réunion du Conseil National, un tiers de ses membres peut demander l’inscription d’un sujet à l’ordre du jour selon les modalités et délais prévus au Règlement Intérieur.**

ARTICLE 11 - Désignation du Président

Le Président de l’Association, également Président du Conseil d’Administration, est élu par l’Assemblée Générale ordinaire à la majorité absolue des suffrages. **Si à l’issue du premier tour de scrutin la majorité absolue n’est pas réunie, il est procédé à un second tour de scrutin entre les deux candidats arrivés en tête.**

Les candidatures à la présidence doivent être présentées dans les délais précisés au Règlement Intérieur par **au moins vingt pourcents des membres du Conseil National Élargi. Ils doivent être membres de l’Association à jour de cotisation. Chaque membre de ce collège ne peut présenter qu’un seul parrainage.**

ARTICLE 11 bis - Présidence d'honneur

Cet article est supprimé.

ARTICLE 12 - Composition du Conseil d’Administration et de son Bureau

Le Président de l’Association propose à l’approbation du **Conseil National** les autres membres du Conseil d’Administration, notamment le Secrétaire et le Trésorier.

Ces membres sont élus à la majorité des voix du **Conseil National**. Leur mandat prend fin au Congrès suivant. Ils sont rééligibles.

Le Secrétaire est de droit Secrétaire Général du Mouvement.

Le Président de l’Association, en qualité de Président du Conseil d’Administration, propose à l’approbation du **Conseil National** les Vice-Présidents et leur ordre.

Le Bureau du Conseil d’Administration est constitué de droit par le Président, les Vice-Présidents, le Secrétaire Général et le Trésorier.

ARTICLE 13 - La Commission des Conflits

Une **Commission des Conflits** est instituée. Sa composition, sa compétence et ses règles de fonctionnement font l’objet d’un Règlement Intérieur spécial.

ARTICLE 14 - Réunions du Conseil d’Administration (Bureau Politique)

Le Conseil d’Administration se réunit chaque fois qu’il est convoqué par son Président, ou sur la demande du quart de ses membres.

Le Président peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, tout membre de l’Association ou toute personne dont la compétence serait utile à l’objet de ses travaux et constituer avec son concours des commissions d’étude pour un objet déterminé.

Dans toutes les réunions du Conseil d’Administration, seuls ses membres ont voix aux délibérations. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Pour la validité des délibérations, le quart au moins des membres du Conseil d’Administration doit être présent.

Les procès-verbaux des séances du Conseil d’Administration et de son Bureau sont inscrits sur un registre spécial ; ils sont signés par le Président et le Secrétaire Général.

ARTICLE 15 - Les pouvoirs du Conseil d’Administration

Le Conseil d’Administration assure l’exécution des décisions de l’Assemblée Générale. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes qui ne sont pas réservés à l’Assemblée Générale.

Il fixe les orientations politiques et stratégiques du Mouvement.

Il surveille la gestion des membres de son Bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

En cas de faute grave, le Bureau du Conseil d’Administration peut, sur proposition de son Président et à la majorité, suspendre provisoirement ou même exclure de l’Association un des membres du Conseil d’Administration ou de son Bureau.

Le Conseil d’Administration autorise le Président et le Trésorier à faire tout achat, location ou autre opération nécessaire au fonctionnement de l’Association.

Il autorise le Président et le Trésorier à faire toute aliénation reconnue nécessaire des biens et des valeurs appartenant à l’Association.

Il fixe les sommes qui peuvent être dues au Président, au Trésorier, au Secrétaire ou à tout autre membre du Conseil pour leurs diligences sans que ces allocations puissent avoir le caractère d’un traitement, et ce en vertu des dispositions de l’article 16.

Il établit chaque année les comptes de l’exercice clos.

Il fixe le mode et le montant des cotisations.

ARTICLE 16 - Gratuité des fonctions

La fonction de membre du Conseil d’Administration n’est pas rémunérée.

ARTICLE 17 - Le Président

Le Président convoque les Assemblées Générales et les réunions du Conseil d’Administration. Il représente l’Association dans tous les actes de la vie civile et il est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour ester en justice, relever tous appels ou former tous pourvois et consentir toutes transactions. Il peut donner un pouvoir

spécial à un membre de l’Association pour le représenter en toute circonstance judiciaire où son intervention serait jugée nécessaire.

Il préside toutes les Assemblées.

En cas d’absence ou de maladie, il est remplacé par le premier Vice-Président et, en cas d’absence ou de maladie de celui-ci, par le Secrétaire Général.

Enfin, au cas où tous ceux-ci se trouveraient dans l’impossibilité de siéger, il est remplacé par le membre le plus ancien du Conseil d’Administration et en cas d’ancienneté égale, par le plus âgé.

Le Président procède au recrutement des employés de l’Association.

Le Président peut à tout moment, après avis du Conseil d’Administration, consulter les adhérents à jour de leur cotisation, par voie numérique ou par voie postale. Ces consultations peuvent être générales, catégorielles ou territoriales. Les modalités d’organisation de ces consultations sont définies par le Règlement Intérieur.

ARTICLE 18 - Le Secrétaire Général

Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives.

Il rédige les procès-verbaux des réunions ou Assemblées et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l’Association à l’exception de celles qui concernent la comptabilité.

Il tient le registre spécial prévu par l’article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et les articles 6 à 31 du décret du 16 août 1901. Il assure l’exécution des formalités prescrites par les dits articles.

ARTICLE 19 - Le Trésorier National

Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l’Association ; il effectue tous paiements et reçoit, sous la surveillance du Président, toutes sommes dues à l’Association. Il ne peut aliéner les valeurs constituant le fonds de réserve qu’avec l’autorisation du Conseil d’Administration.

Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par lui et rend compte à l’Assemblée Générale qui approuve, s’il y a lieu, sa gestion.

ARTICLE 20 - Ressources de l’Association

Les ressources de l’Association comprennent :

- Les cotisations versées par les membres ;
- Les intérêts et revenus des biens et valeurs lui appartenant ;
- Les dons, les legs et plus généralement toutes les ressources autorisées par la loi ;
- Les produits des services rendus par l’Association à ses membres ou à des tiers, notamment en matière de formation, expertise, aide à la publication et plus généralement de toute activité autorisée par la loi se rattachant directement ou indirectement à l’objet de l’Association tel que défini à l’article 3.
- La vente d’objets promotionnels valorisant l’association ou ses représentants.**

ARTICLE 21 - Comptabilité

Il est tenu au jour le jour une comptabilité deniers par recettes et par dépenses, et, s’il y a lieu, une comptabilité matérielle.

ARTICLE 22 - Les Fédérations

L’Association a la faculté de créer dans les départements, dans les cantons ou dans les grandes villes, des délégations ou sections.

La nomination des responsables régionaux et départementaux est faite par le Conseil d’Administration sur proposition du Secrétaire Général. Il peut être mis fin à leurs fonctions à tout moment dans les mêmes formes. Ces mesures sont prises en opportunité dans l’intérêt du service de l’Association, et ne revêtent en elles-mêmes aucun caractère disciplinaire. Elles ne donnent lieu en conséquence à aucun recours.

La fonction de responsable départemental ne peut excéder cinq ans sauf prorogation dûment motivée par le Conseil d’Administration.